

Communiqué

Démenti sur les allégations publiées par MAGHREB CONFIDENTIEL et le Desk.ma sur le Groupe ADDOHA

Dans son édition du 9 novembre 2017, N°1269, publiée sur le site web « africaintelligence.fr », sous le titre « Addoha met la clé sous la porte à Paris », Maghreb Confidentiel a relaté une information selon laquelle Addoha vient de se séparer de l'une de ses filiales françaises Atlas & Méditerranéan Properties (AMP). La liquidation de cette société serait intervenue le 19 octobre 2017.

Cette information dénuée de tout fondement, a été relayée, sans avoir été vérifiée avec le Groupe Addoha, par le site d'information le Desk.ma, dans son édition du 9 Novembre 2017.

Le Groupe Addoha tient à démentir l'ensemble des informations fallacieuses et ouvertement tendancieuses de ces articles, et précise que son bureau de représentation basé à Paris continue de poursuivre son activité normalement et qu'aucune procédure de liquidation n'est d'actualité.

Le Groupe Addoha tient à souligner qu'après avoir contacté l'auteur de l'article publié par Maghreb Confidentiel, ce dernier a communiqué une information publiée aux annonces légales relative à la société ATLAS MEDITERANEEN & CE, société immatriculée au greffe du tribunal de première instance D'EL JADIDA et qui a été dissoute par son associé-gérant.

Il est ainsi clairement établi que l'auteur de l'article n'a pris aucun soin de vérifier la dénomination sociale de la filiale du Groupe Addoha, Atlas & Méditerranéan Properties et a ainsi, relaté une information sur une autre société sans rapport aucun avec le Groupe Addoha et dont la dénomination sociale ATLAS MEDITERANEEN&CE, SARL à associé unique, se rapproche de celle de la filiale du Groupe à Paris. L'auteur cultive ainsi et à dessein l'amalgame entre les dénominations sociales de deux sociétés n'ayant aucun lien l'une avec l'autre.

Par ailleurs, le Groupe Addoha poursuit l'ensemble de ses projets immobiliers engagés dans les pays africains, conformément à ses plannings prévisionnels.

Le Groupe Addoha se réserve tous les droits de recours contre les graves allégations et informations publiées par ces supports médiatiques.